

Nous ne sommes ni vos « collaborateurs » ni vos « partenaires sociaux »

Plus une journée sans qu'un journaliste, un politicien ou un syndicaliste de profession ne crie à « *l'intimidation par une minorité* », ne fustige les « *grévistes radicalisés* » ou ne déplore la « *démocratie en danger* » ... Dans les faits, la bourgeoisie redécouvre cette vérité fondamentale et qui l'effraie : dans les périodes de crise ouverte ou latente, les masques tombent et la crudité des rapports de classes éclate au grand jour.

Votre « *démocratie moderne* » n'est pas la nôtre, bien qu'elle nous doive tout !

La lutte sur les retraites nous démontre, une fois encore que la parure *sociale* et *démocratique* dont la bourgeoisie aime faire étalage, ce prétendu « *Modèle Français* » qu'elle affirme vouloir sauvegarder, ne fut de sa part qu'une concession temporaire. Un compromis passé à une époque où elle n'avait d'autre choix que de concéder si peu plutôt que de perdre beaucoup. *Un « morceau de démocratie » acquis non pas par la bourgeoisie, mais contre elle*, selon le mot de Rosa Luxemburg.

D'ores et déjà nous avons remporté une victoire

Quand bien même la bourgeoisie imposera-t-elle la régression sociale à coups de trique ou de 49.3, elle vient d'essuyer une défaite ; **une défaite politique !** Car malgré ses faiblesses incontestables, notamment son **trop faible nombre de grévistes** et un certain corporatisme, nous ne craignons pas d'affirmer que le mouvement actuel est d'ores et déjà une victoire en soi. La victoire de la base qui, dans plusieurs secteurs, a repris et gardé le contrôle de la lutte. Une victoire de la **détermination**, de la **solidarité** et surtout **une victoire du progrès de la conscience sociale**. Depuis le mouvement des Gilets Jaunes, confusément mais progressivement, une fraction du prolétariat conçoit dorénavant que ses intérêts immédiats et vitaux ne sont plus négociables et qu'elle devra les défendre **par ses propres moyens !**

Gréver, bloquer, couper ... le revendiquer et l'assumer !

Simplement parce qu'il ne peut plus en être autrement face à **la dictature du capital**, que celle-ci s'exerce en Grèce, en France, au Chili, au Liban ou partout ailleurs dans le monde. Face à la politique de l'Etat et des patrons nous devons imposer celle des prolétaires. Dernièrement, des électriciens en lutte l'ont clairement énoncée :

Nous travaillons, nous produisons, nous décidons !

Quelques travailleuses et travailleurs en lutte